COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX
SUD-EST
SOUTHEAST
REGIONAL SERVICE COMMISSION

Economic Development
Développement économique

VERSION ABRÉGÉE ABRIDGED VERSION

THE SOUTHEAST RSC TERRITORY'S LABOUR MARKET PROSPECTS: 2025 TO 2035

LES PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL AU SEIN DU TERRITOIRE DE LA CSR SUD-EST : 2025 À 2035

Prepared by
préparé par
Richard Saillant
July/juillet 2025

INTRODUCTION

In recent years, New Brunswick's southeastern region has witnessed what was likely its fastest labour force growth in modern history. From 2020 to 2024, the number of workers in the Moncton census metropolitan area (CMA), which accounts for about four fifths of the Southeast Regional

Ces dernières années, la région du Sud-Est du Nouveau-Brunswick a connu ce qui a probablement été la croissance de sa population active la plus rapide de l'histoire moderne. De 2020 à 2024, le nombre de travailleurs dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Moncton, qui représente environ les quatre cinquièmes du territoire de la Commission de services régionaux du Sud-Est (le territoire), a augmenté de 18 pourcent, passant de 87 500 à 103 100. C'est bien plus que la hausse observée pendant toute la décennie précédente.

Service Commission's territory (the territory), has grown by 18 percent, from 87,500 to 103,100. That's well above the gain witnessed over the entire previous decade.

This stunning growth was fueled by two main developments: soaring international migration and the resulting national housing affordability crisis, with the latter leading migrants to locate in places where housing is less expensive, such as the territory. That said, Canada's population boom—and by extension, that of New Brunswick and the territory—has come to an end. On October 24, 2024, Ottawa announced its 2025-2027 Immigration Plan Levels. The plan contains major changes to Canada's international migration policy, including lower immigration levels, and for the first time ever, controlled targets for non-permanent residents. Ottawa reckons that, under its new plan, Canada's population, which has been growing by around one million in each 2023 and 2024, should decline in 2025 and 2026. Beyond 2027, growth should return to more modest pre-pandemic levels.

Ottawa's international migration policy U-turn is bound to have a major impact on the territory's demographic and economic dynamics over the remainder of this decade. This report examines its consequences for the labour market. It also expands its gaze further, assessing prospects over the next 10 years. To do so, the report adopts a three-step approach, each of which is the object of a separate section. First, it assesses the territory's prospective labour supply growth. Second, it examines scenarios for future labour demand growth. Labour market outcomes are the product of supply and demand. This is object of the third section of the report.

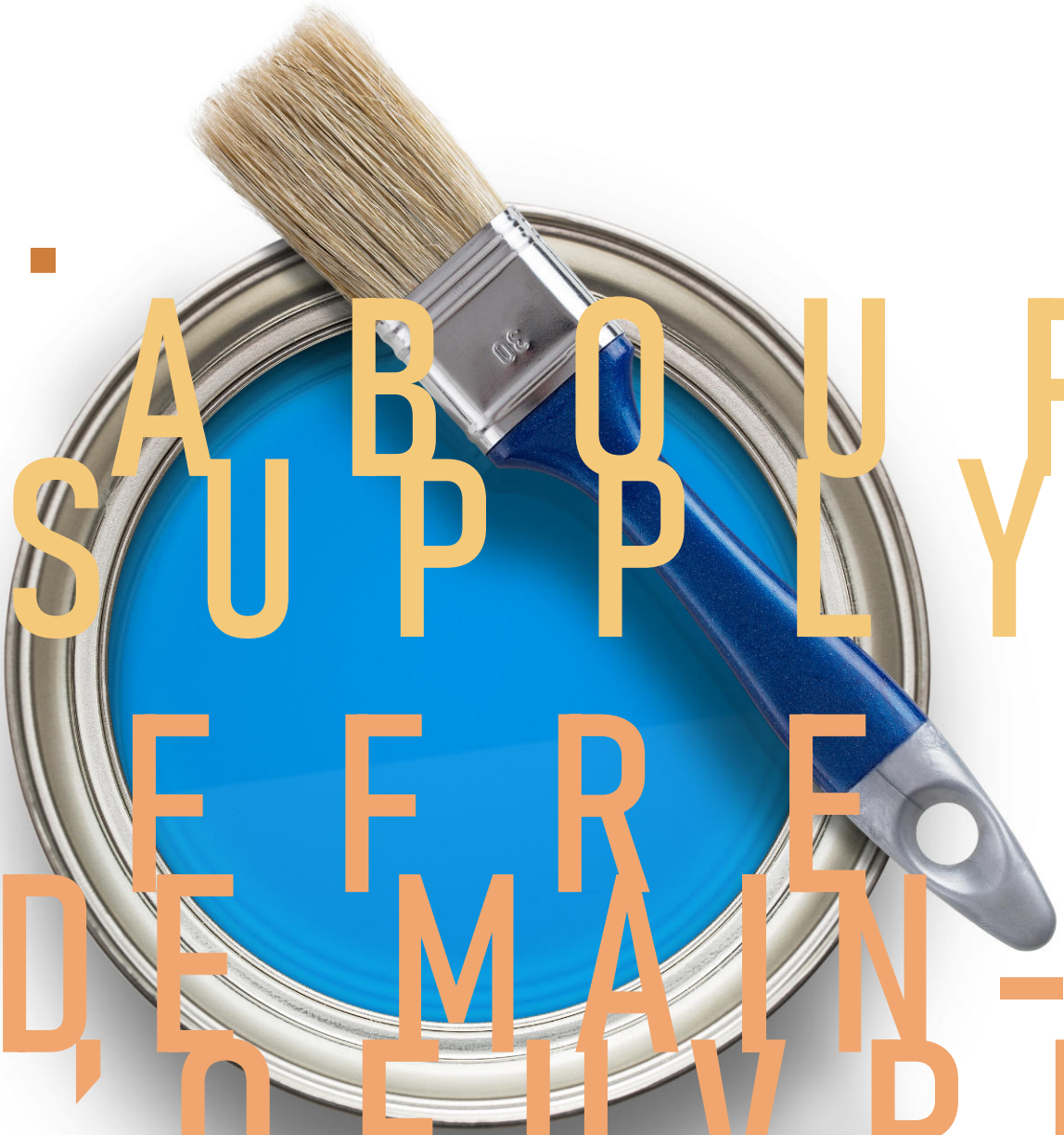
The projections in this report reflect the federal government's announced targets up to 2027, including its May 2025 decision to adjust New Brunswick immigration allocation upwards. Future adjustments to these policies are possible, along with many developments that can affect future labour supply and demand, thus the need for scenario analysis.

Cette croissance spectaculaire a été alimentée par deux principaux moteurs : l'essor de la migration internationale et la crise nationale de l'accessibilité au logement qui en a résulté, cette dernière poussant les migrants à s'installer dans des endroits où le logement est moins cher, comme le territoire. Cela dit, l'essor démographique du Canada – et par extension, celui du Nouveau-Brunswick et du territoire – a pris fin. Le 24 octobre 2024, Ottawa a annoncé son Plan d'immigration pour 2025-2027. Le plan prévoit des changements majeurs à la politique de migration internationale du Canada, notamment une baisse des niveaux d'immigration et, pour la première fois, des cibles contrôlées pour les résidents non permanents. Ottawa estime que, selon son nouveau plan, la population canadienne, qui a augmenté d'environ un million en 2023 et 2024, devrait diminuer en 2025 et 2026. Après 2027, la croissance devrait retrouver des niveaux plus modestes, plus conformes à ceux d'avant la pandémie.

Le virage à 180 degrés d'Ottawa en matière de politique migratoire internationale aura sans doute un impact majeur sur la dynamique démographique et économique du territoire pour le reste de la décennie. Ce rapport examine ses conséquences sur le marché du travail. Il étend également son horizon en évaluant les perspectives pour les dix prochaines années. Pour ce faire, le rapport adopte une approche en trois étapes, chacune faisant l'objet d'une section distincte. Premièrement, il évalue la croissance prospective de l'offre de main-d'œuvre du territoire. Deuxièmement, il examine les scénarios de croissance future de la demande de main-d'œuvre. Les résultats du marché du travail sont le produit de l'offre et de la demande. C'est l'objet de la troisième section du rapport.

Les projections présentées dans ce rapport reflètent les objectifs annoncés par le gouvernement fédéral jusqu'en 2027, y compris sa décision de mai 2025 d'ajuster à la hausse les allocations d'immigration du Nouveau-Brunswick. Des ajustements futurs à ces politiques sont possibles et de nombreux autres événements sont susceptibles d'influer sur l'offre et la demande futures de main-d'œuvre, d'où la nécessité d'une analyse de scénarios.

1. LABOUR SUPPLY
OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE



The territory's labour force has soared at an unprecedented pace in recent years. If we exclude people 65 and over, the territory's working age population barely grew between 2011 and 2019. Over the next five years, it expanded nearly 25,000, from 124,813 to 149,306. Most of the increase was concentrated in the final three years (from 2021 to 2024).

La population active du territoire a connu une croissance sans précédent ces dernières années. Si l'on exclut les personnes de 65 ans et plus, la population en âge de travailler du territoire a à peine augmenté entre 2011 et 2019. Au cours des cinq années suivantes, elle s'est accrue de près de 25 000 personnes, passant de 124 813 à 149 306. Le gros de cette augmentation s'est produite au cours des trois dernières années (de 2021 à 2024).

Depuis 2011, le nombre de personnes atteignant l'âge de 65 ans (l'âge officiel de la retraite) est plus élevé que celui des personnes atteignant 15 ans (âge officiel de travailler), ce qui signifie que la seule façon

Since 2011, more people are turning 65 (the official retirement age) than 15 (the official working age), which means the only way to grow the 15 to 64 working age population is through migration. Historically, net migration to the territory has been positive (figure 1). From the middle of the 2000s up to 2018, between 1,000 and 2,000 more people were moving to the territory than leaving it each year. In 2019, this number moved up to nearly 3,000. Following the pandemic, net migration soared, reaching over 10,000 in 2023 and 2024.

Migration and economic opportunity go hand in hand. Until about a decade ago, most migrants to the territory came from the rest of New Brunswick. Then, as unemployment dropped throughout the province (a reflection of an improved economy and baby boomers retiring from paid work), more people from elsewhere in Canada and the world started moving in. Since 2022, most new residents have come from outside Canada.

One may wonder how the territory managed to add so many people to its workforce so fast without fueling unemployment. To answer this question, we must turn to the pandemic. This black swan event, which occurred at a time Canada was at or near full-employment, produced severe economic dislocations.

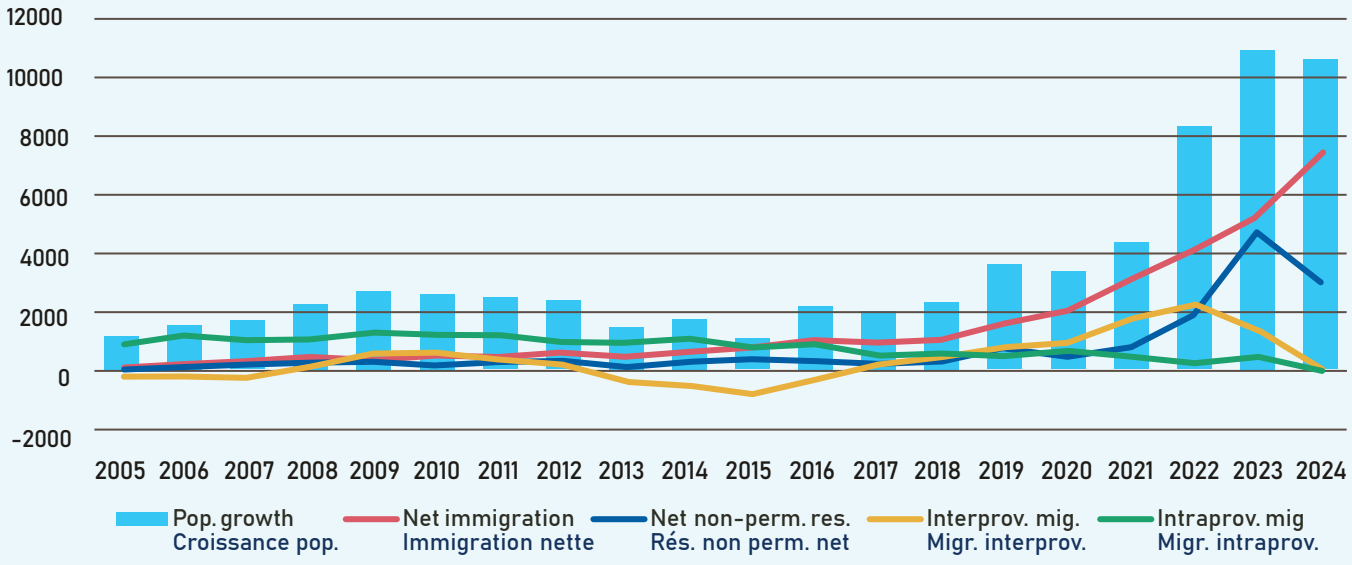
de faire croître la population active de 15 à 64 ans est la migration. Historiquement, le solde migratoire du territoire a été positif (figure 1). Du milieu des années 2000 à 2018, entre 1 000 et 2 000 personnes de plus ont rejoint le territoire qu'elles ne l'ont quitté à chaque année. En 2019, ce nombre a atteint près de 3 000. Après la pandémie, le solde migratoire a grimpé en flèche, s'établissant au-delà de 10 000 en 2023 et 2024.

La migration et les possibilités d'emploi vont de pair. Jusqu'à il y a une dizaine d'années, la plupart des migrants arrivés sur le territoire provenaient du reste du Nouveau-Brunswick. Puis, avec la baisse du chômage dans toute la province (reflétant l'amélioration de l'économie et le départ à la retraite des baby-boomers), davantage de personnes venues d'ailleurs au Canada et du monde entier ont commencé à s'y installer. Depuis 2022, la plupart des nouveaux résidents viennent de l'extérieur du Canada.

On peut se demander comment le territoire a réussi à intégrer si rapidement autant de personnes à sa population active sans alimenter le chômage. Pour répondre à cette question, il faut se tourner vers la pandémie. Cet événement exceptionnel, survenu alors que le Canada était au plein emploi ou presque, a entraîné de grandes perturbations économiques. Pendant un certain temps, le taux

FIGURE 1: POPULATION GROWTH AND NET MIGRATION, SOUTHEAST RSC
FIGURE 1 : CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET MIGRATION NETTE, CSR SUD-EST

(Statistics Canada / Statistique Canada, CANSIM17-10-0153-01)



Note: Migration flows are measured from July 1st to June 30. Migration numbers for a given year relate to the 12-month preceding ending June 30 of that year. Remarque : Les flux migratoires sont mesurés du 1er juillet au 30 juin. Les chiffres sur la migration pour une année donnée se rapportent aux 12 mois précédant le 30 juin de l'année en question.

For a while, Canada's employment rate was depressed as many workers stayed at home for a host of reasons, such as health concerns, caring for dependents or waiting to be recalled by employers. In addition, when the pandemic struck, the composition of demand shifted towards goods as Canadians stayed at home. Then, as the country reopened and people grew more comfortable with going out again, demand shifted back towards services. Amidst these dislocations, job vacancies soared, and employers turned massively to immigrants and temporary foreign workers to meet their needs.

Thanks to massive inflows of newcomers, Canada (and the territory) managed to bring back job vacancy rates to their pre-pandemic levels. In the last quarter of 2024, the job vacancy rate in the Moncton-Richibucto economic region (ER) was down to levels unseen since 2017 (around 2.5 percent), when the labour market was relatively well balanced. The region's job vacancy rate was also materially lower than in Canada or the rest of New Brunswick, which both stood a little over three percent. (The Moncton-Richibucto ER is comprised of the counties of Albert, Westmorland and Kent; seven out of eight of its residents live in the territory)

Migrants tend to be young adults, many of whom have children. The territory's recent migration boom has made it younger. This is clearly visible in the evolution of its working age population. Between 2004 and 2020, the territory's 15 to 64 population expanded 11 percent, from 113,622 to 126,247. Most of that growth (85 percent) was concentrated among older working age groups (45 to 64). By contrast, over the four years from 2020 to 2024, the 15 to 64 population grew 18 percent, to nearly 150,000, and 90 percent of this gain came from younger working age residents. In 2024, the territory counted about 20,000 more people between the ages of 15 and 44 than in 2020.

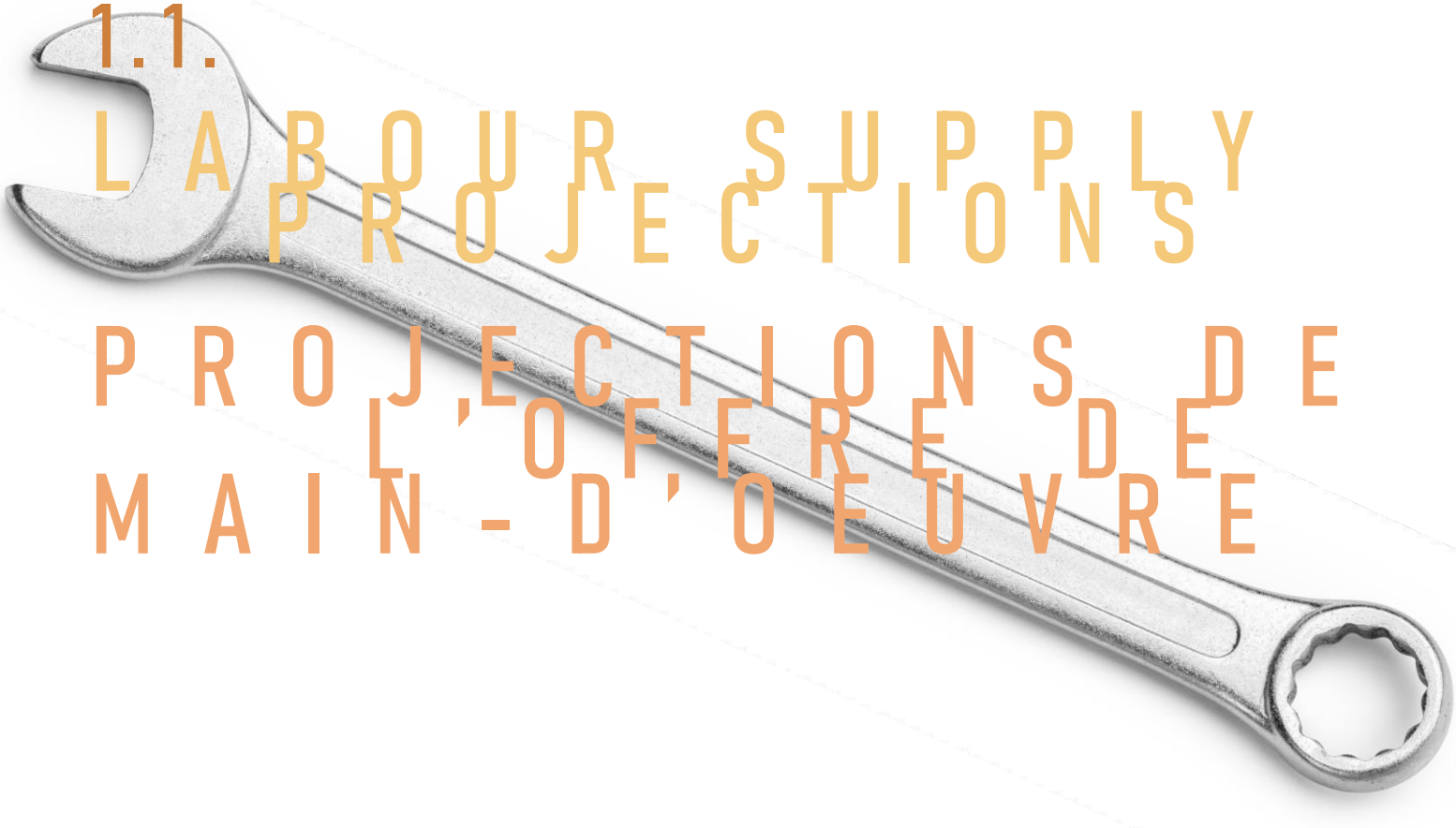
d'emploi au Canada a été déprimé, de nombreux travailleurs restant à la maison pour diverses raisons, comme des problèmes de santé, la nécessité de s'occuper de personnes à charge ou l'attente d'un rappel par leur employeur. De plus, lorsque la pandémie a frappé, la composition de la demande s'est déplacée vers les biens, les Canadiens restant chez eux. Puis, lorsque le pays a rouvert ses portes et que les gens se sont réhabitués à sortir, la demande s'est réorientée vers les services. Dans ce contexte de perturbations, les postes vacants ont grimpé en flèche, et les employeurs se sont tournés massivement vers les immigrants et les travailleurs étrangers temporaires pour répondre à leurs besoins.

Grâce à un afflux massif de nouveaux arrivants, le Canada (et le territoire) a réussi à ramener les taux de postes vacants à leurs niveaux d'avant la pandémie. Au dernier trimestre de 2024, le taux de postes vacants dans la région économique (RE) de Moncton-Richibucto était tombé à des niveaux jamais vus depuis 2017 (environ 2,5 pourcent), alors que le marché du travail était relativement bien équilibré. Le taux de postes vacants de la région était également sensiblement inférieur à celui du Canada ou du reste du Nouveau-Brunswick, où ils se situaient tous deux à un peu plus de trois pourcent. (La RE de Moncton-Richibucto comprend les comtés d'Albert, de Westmorland et de Kent ; sept résidents sur huit vivent sur le territoire.)

Les migrants sont généralement de jeunes adultes, plusieurs ayant des enfants. Le récent essor migratoire du territoire a considérablement rajeuni sa population. Cela se reflète clairement dans l'évolution de sa population en âge de travailler. Entre 2004 et 2020, la population âgée de 15 à 64 ans a augmenté de 11 pourcent, passant de 113 622 à 126 247. La majeure partie de cette croissance (85 pourcent) s'est concentrée parmi les tranches d'âge actives les plus âgées (45 à 64 ans). En revanche, sur la période de quatre ans allant de 2020 à 2024, la population âgée de 15 à 64 ans a augmenté de 18 pourcent, pour atteindre près de 150 000 personnes, et 90 pourcent de cette croissance provenait des résidents plus jeunes en âge de travailler. En 2024, le territoire comptait environ 20 000 personnes de plus entre 15 et 44 ans qu'en 2020.

1.1. LABOUR SUPPLY PROJECTIONS

PROJECTIONS DE L'OFFRE DE MAIN-D'ŒUVRE



Conceptually speaking, growth in the territory's number of workers will be the product of (1) population growth and (2) the participation rate (percentage of people who are in the labour force). To develop projections for labour supply in the territory over the next decade, one must therefore build scenarios for both.

Of these two tasks, the first is by far the most complex and challenging. Population growth and aging dynamics can be broken down in two components: natural increase (annual births minus deaths) and net migration. Population growth projections require a host of assumptions about both components, the most complex and unpredictable of which is net migration. In previous reports commissioned by the Southeast RSC on housing needs (released in Fall 2024 and Winter 2025), I developed such projections for the territory's population over the 2024-2030 period. This report largely adopts the results from the Winter 2025 report to build population projections (baseline, low

D'un point de vue conceptuel, la croissance du nombre de travailleurs du territoire sera le produit (1) de la croissance démographique et (2) du taux d'activité (pourcentage de personnes actives sur le marché du travail). Pour élaborer des projections de l'offre de main-d'œuvre sur le territoire au cours de la prochaine décennie, il est donc nécessaire d'élaborer des scénarios pour les deux.

De ces deux tâches, la première est de loin la plus complexe et la plus ardue. La dynamique de la croissance et du vieillissement démographiques peut être décomposée en deux éléments : l'accroissement naturel (naissances annuelles moins décès) et le solde migratoire. Les projections de croissance démographique nécessitent une multitude d'hypothèses concernant ces deux éléments, le plus complexe et le plus imprévisible étant le solde migratoire. Dans des rapports précédents commandés par la CSR Sud-Est sur les besoins en logement (publiés à l'automne 2024 et à l'hiver 2025), j'ai élaboré de telles projections pour la population du territoire sur la période 2024-2030. Ce rapport adopte en grande partie les résultats du rapport d'hiver 2025 pour établir des projections

and high growth scenarios) for the remainder of this decade. TheWinter 2025 report was developed in late 2024 and took into account the federal government's new plans for international migration over the next three years.

The only major change pertains to the territory's net immigration levels, which are revised downwards. It is assumed that New Brunswick will attract two percent of Canada's planned total immigration. The low and high growth scenarios are set at 1.5 and 2.5 percent respectively. It is further assumed the territory will attract 45 percent of immigrants to New Brunswick, with the low and high scenarios set at 40 and 50 percent respectively.

The above two assumptions also apply to the second half of the projection horizon, i.e. from 2030 to 2035. Other elements of the projection framework for 2030 to 2035 include:

- For mortality and fertility rates by age group, we use the same source as the Winter 2025 report (Statistics Canada's 2024 population projections);
- For immigration, the baseline scenario assumes 440,000 immigrants to Canada in 2030, a number gradually declining to 380,000 by 2035. The low and high scenarios are set respectively 50,000 below and above baseline numbers.
- For non-permanent residents, the baseline scenario assumes no growth, while the low scenario assumes a decline of 50,000 and the high scenario an increase of 50,000 annually. The territory's share of Canada's net inflows of non-permanent residents is set at 0.6 percent.
- For net interprovincial migration, the baseline scenario assumes annual net inflows of 2,000 annually, while the low and high growth scenarios are set respectively 1,000 below and above the baseline number.
- Finally, for net intraprovincial migration, we assume it will be nil between 2030 and 2035, as we did for the 2025 to 2030 period.

démographiques (scénarios de référence, faible et élevé) pour le reste de la décennie. Le rapport d'hiver 2025 a été élaboré à la fin de 2024 et tenait compte des nouveaux plans du gouvernement fédéral en matière de migration internationale pour les trois prochaines années.

Le seul changement majeur concerne les niveaux d'immigration nette du territoire, qui sont révisés à la baisse. On suppose que le Nouveau-Brunswick attirera deux pourcent de l'immigration totale prévue au Canada. Les scénarios de croissance faible et élevée sont respectivement fixés à 1,5 et 2,5 pourcent. On suppose également que le territoire attirera 45 pourcent des immigrants au Nouveau-Brunswick, les scénarios faible et élevé étant respectivement fixés à 40 et 50 pourcent.

Les deux hypothèses ci-dessus s'appliquent également à la seconde moitié de l'horizon de projection, soit de 2030 à 2035. Les autres éléments du cadre de projection pour 2030 à 2035 comprennent :

- Pour les taux de mortalité et de fécondité par groupe d'âge, nous utilisons la même source que le rapport d'hiver 2025 (projections démographiques de Statistique Canada pour 2024).
- Pour l'immigration, le scénario de référence suppose 440 000 immigrants au Canada en 2030, un nombre qui diminuera progressivement pour atteindre 380 000 en 2035. Les scénarios faible et élevé sont respectivement fixés à 50 000 de moins et de plus que les chiffres de référence.
- Pour les résidents non permanents, le scénario de référence suppose une croissance nulle, tandis que le scénario faible suppose une baisse de 50 000 et le scénario élevé, une augmentation de 50 000 par an. La part du territoire dans les entrées nettes de résidents non permanents au Canada est fixée à 0,6 pourcent.
- Pour la migration interprovinciale nette, le scénario de référence suppose des entrées nettes annuelles de 2 000 personnes, tandis que les scénarios de croissance faible et élevée sont fixés respectivement à 1 000 personnes en dessous et au-dessus du chiffre de référence.
- Enfin, pour la migration intraprovinciale nette, nous supposons qu'elle sera nulle entre 2030 et 2035, comme nous l'avons fait pour la période 2025-2030.

In addition to population growth, the territory's labour force trajectory will depend on the evolution of participation rates (number of employed people and unemployed people actively looking for work as a percentage of the working age population). Labour force participation differs considerably by age, sex and geography. The Moncton CMA has a materially higher participation rate than the rest of the territory. This, however, is mostly a reflection of the fact that its population is younger, with a greater concentration of individuals in their prime working years.

Using data from the last census (2021) for the Moncton CMA and the rest of the territory, we developed estimates for participation rates by age and sex for the entire territory. Then based on insights developed from historical trends in participation rates by age and sex, we developed assumption for their evolution over the projection horizon (2025 to 2035). These assumptions, combined with population growth scenarios discussed above, enable us to build projections for the overall participation rate (active people as a percentage of population aged 15 or over). In the baseline scenario, participation rises modestly, from 65.6 percent in 2024 to 65.9 percent in 2035. In the low scenario, it would decline to 64.1 percent while it would increase to 67.7 percent in the high scenario.

Statistics Canada does not release annual labour force data specifically for the territory. However, based on data for the Moncton CMA and the Moncton-Richibucto area, we can estimate that there were around 124,000 people in the territory's labour force in 2024. Figure 3 presents the projected growth of the territory's labour force for the baseline, low and high growth scenarios. To provide further perspective, it also includes actual data for 2023 and 2024. After growing on average by well over 6,000 over the past two years, the territory's labour force is set to decline dramatically. In the baseline scenario, growth is projected to be nearly flat in 2025 and 2026. In 2027, a gain of 2,000 is projected, a number that would rise to the 2,500 to 3,000 range over the remainder of the period. Under the low scenario, the labour force would decline in 2025 and 2026 and growth over the remainder of the projection horizon would hover a little over 1,000 on average. The high scenario calls for growth of around 1,500 annually in

Outre la croissance démographique, la trajectoire de la population active du territoire dépendra de l'évolution des taux d'activité (nombre de personnes employées et de chômeurs en recherche active d'emploi en pourcentage de la population en âge de travailler). La participation au marché du travail varie considérablement selon l'âge, le sexe et la géographie. La RMR de Moncton affiche un taux d'activité sensiblement plus élevé que le reste du territoire. Cela s'explique toutefois principalement par le fait que sa population est plus jeune et compte plus de gens dans la fleur de l'âge actif.

En se fondant sur les données du dernier recensement (2021) pour la RMR de Moncton et le reste du territoire, nous avons établi des estimations des taux d'activité par âge et par sexe pour l'ensemble du territoire. Ensuite, à partir des données tirées des tendances historiques des taux d'activité par âge et par sexe, nous avons formulé des hypothèses quant à leur évolution sur la période de projection (2025 à 2035). Ces hypothèses, combinées aux scénarios de croissance démographique discutés précédemment, nous permettent d'établir des projections du taux d'activité global (personnes actives en pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus). Dans le scénario de référence, la participation augmente légèrement, passant de 65,6 pourcent en 2024 à 65,9 pourcent en 2035. Dans le scénario faible, elle diminuerait à 64,1 pourcent, tandis qu'elle augmenterait à 67,7 pourcent dans le scénario élevé.

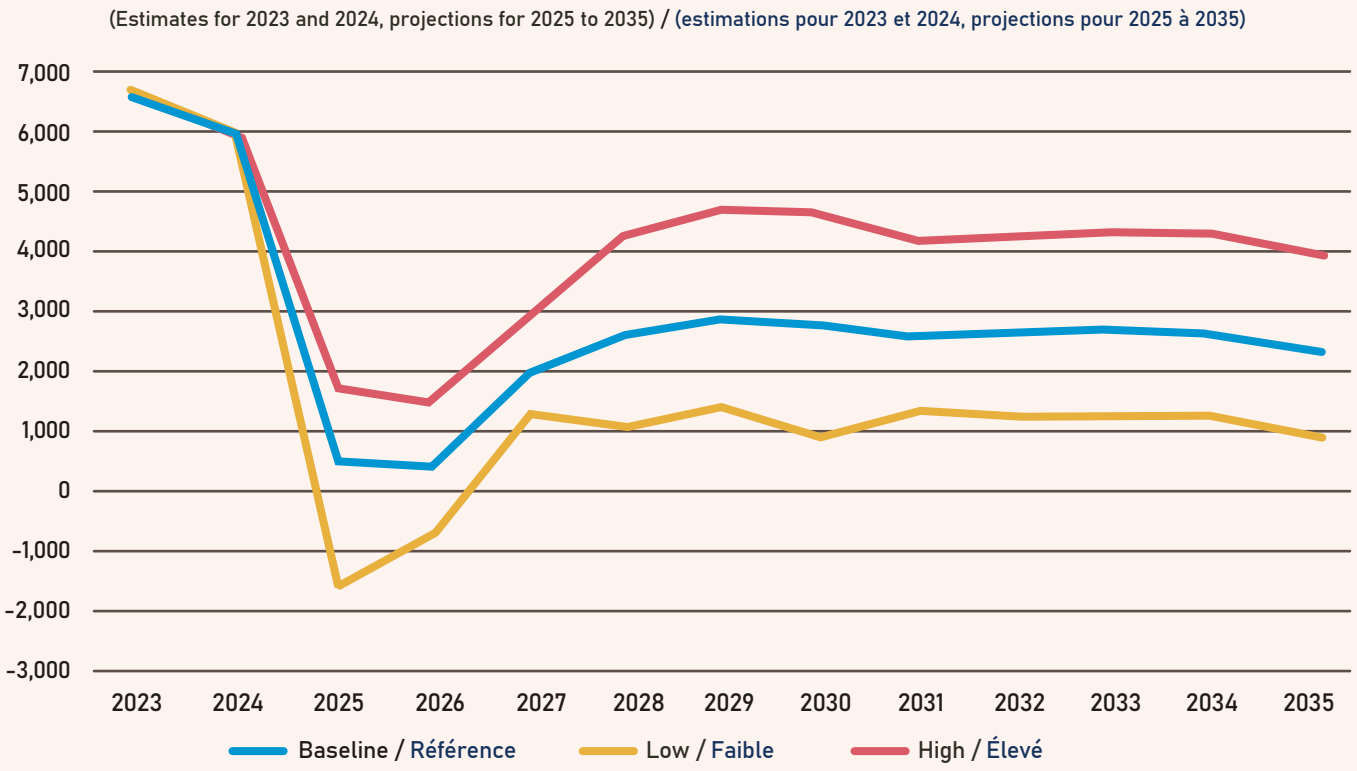
Statistique Canada ne publie pas de données annuelles sur la population active spécifiquement pour le territoire. Cependant, d'après les données de la RMR de Moncton et de la région de Moncton-Richibucto, on peut estimer qu'il y avait environ 124 000 personnes dans la population active du territoire en 2024. La figure 3 présente la croissance projetée de la population active du territoire pour les scénarios de référence, de croissance faible et de croissance élevée. Pour offrir une perspective plus précise, elle comprend également les données réelles pour 2023 et 2024. Après avoir augmenté en moyenne de bien plus de 6 000 personnes au cours des deux dernières années, la population active du territoire devrait diminuer considérablement. Dans le scénario de référence, la croissance devrait être quasiment nulle en 2025 et 2026. En 2027, une augmentation de 2 000 est prévue, un chiffre qui

2025 and 2026, a number that would climb to over 4,000 in 2028 and remain above that level until 2034.

atteindrait entre 2 500 et 3 000 sur le reste de la période. Dans le scénario faible, la population active diminuerait en 2025 et 2026 et la croissance sur le reste de l'horizon de projection se situerait légèrement au-dessus de 1 000 en moyenne. Le scénario élevé prévoit une croissance d'environ 1 500 par an en 2025 et 2026, un chiffre qui dépasserait 4 000 en 2028 et se maintiendrait au-dessus de ce niveau jusqu'en 2034.

FIGURE 2: LABOUR FORCE GROWTH BY SCENARIO, SOUTHEAST RSC

FIGURE 2 : CROISSANCE DE LA POPULATION ACTIVE SELON LE SCÉNARIO, CSR SUD-EST



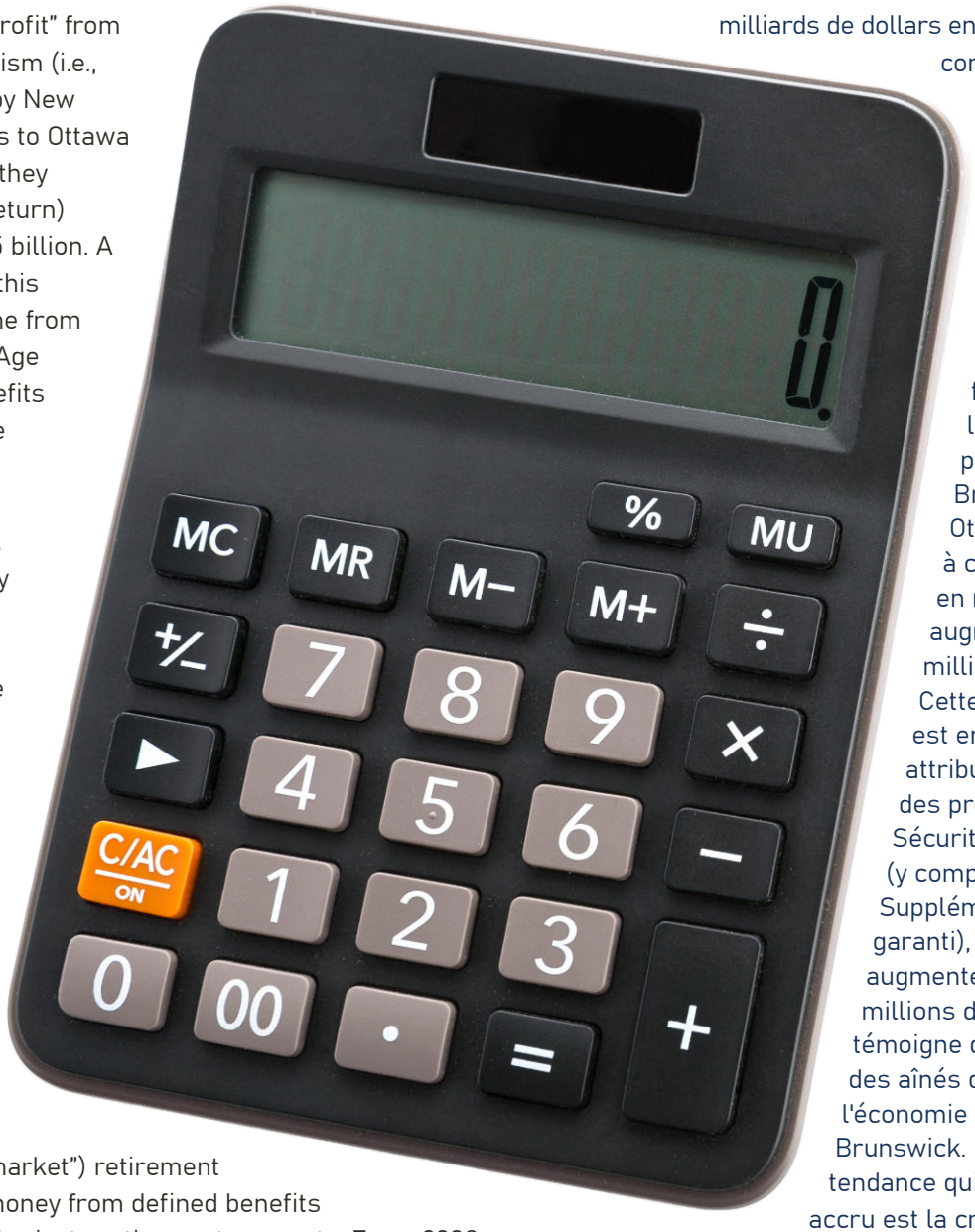
2. LABOUR DEMAND

DEMANDE DE MAIN-D'ŒUVRE

In developing views about future labour demand in New Brunswick and the territory, one must start from what economists call the “economic base”. In order to grow, economies need markets, or more accurately, demand for their products. This demand can come from a variety of sources such as exports, import substitution, innovation and productivity improvements, direct public spending from governments (some of which can be funded through debt), transfers to individuals, as well as private retirement and investment income.

Pour élaborer des perspectives sur la demande future de main-d'œuvre au Nouveau-Brunswick et dans le territoire, il faut partir de ce que les économistes appellent la « base économique ». Pour prendre de l'essor, les économies ont besoin de marchés, ou plus précisément, d'une demande pour leurs produits. Cette demande peut provenir de diverses sources, comme les exportations, la substitution des importations, l'innovation et l'amélioration de la productivité, les dépenses publiques directes des gouvernements (lesquels peuvent en partie être financées par l'emprunt), les transferts aux particuliers, ainsi que les revenus de

For over 15 years now, much of the net additional demand that has fueled New Brunswick's growth has come from two key sources: the federal government and retirees. Consider the following. Between 2008 and 2023, New Brunswick's real GDP grew by a total of $3.9 billion in constant dollars of 2017. During that period, New Brunswick's annual "net profit" from fiscal federalism (i.e., money sent by New Brunswickers to Ottawa versus what they received in return) grew by $1.25 billion. A big driver of this increase came from growing Old Age Security benefits (including the Guaranteed Income Supplement), which rose by around $550 million. This speaks to the growing role of seniors in driving New Brunswick's economy forward. Another trend that speaks to this is the growth in private (or "market") retirement income, i.e. money from defined benefits pensions and private retirement accounts. From 2008 to 2023, annual inflows from this source of income have increased by nearly $1.1 billion. Combined, the annual "net profit" profit from fiscal federalism and inflows of private retirement money injected into the New Brunswick economy rose $2.3 billion over the 15 years ending in 2023. Even if one assumes only a modest "multiplier effect", it is not a stretch to claim that most of the province's net economic growth



retraite et de placements privés.

Depuis plus de 15 ans, une grande partie de la demande nette supplémentaire qui a alimenté la croissance du Nouveau-Brunswick provient de deux sources principales : le gouvernement fédéral et les retraités. Considérons ce qui suit. Entre 2008 et 2023, le PIB réel du Nouveau-Brunswick a augmenté de 3,9 milliards de dollars en dollars constants de 2017. Durant cette période, le « bénéfice net » annuel du Nouveau-Brunswick provenant du fédéralisme fiscal (c.-à-d. l'argent envoyé par les Néo-Brunswickois à Ottawa par rapport à ce qu'ils ont reçu en retour) a augmenté de 1,25 milliard de dollars. Cette augmentation est en grande partie attribuable à la hausse des prestations de la Sécurité de la vieillesse (y compris le Supplément de revenu garanti), qui ont augmenté d'environ 550 millions de dollars. Cela témoigne du rôle croissant des aînés dans l'essor de l'économie du Nouveau-Brunswick. Une autre tendance qui illustre ce rôle accru est la croissance des revenus de retraite privés (ou « du marché »), c'est-à-dire les sommes provenant des régimes de retraite à prestations déterminées et des comptes de retraite privés. De 2008 à 2023, les entrées annuelles provenant de cette source de revenus ont augmenté de près de 1,1 milliard de dollars. Ensemble, le « bénéfice net » annuel du fédéralisme fiscal et les entrées d'argent des régimes de retraite privés injectés dans

came from these two sources. As a consequence, the economy has turned further inwards. Over the 15 years from 2008 to 2015, New Brunswick's GDP has expanded by $4 billion, yet its export sector has declined slightly, which means that all the growth came from local demand.

The fact that New Brunswick's economy was largely fueled by extra money coming from Ottawa and from growing private retirement income provides a critical backdrop for understanding employment trends in New Brunswick and the territory. Since 2008, nearly four out of five jobs new jobs (78 percent) added to the economy came from the public sector. If we consider even a modest multiplier impact, it is reasonable to conclude that all net job creation over this period came directly or indirectly from this sector.

A similar trend was in display in the territory (figure 3). From 2008 to 2024, employment grew by an estimated 25,000, or about 28 percent. Of this number, nearly 16,000 (63 percent) came from the public sector. Most of the territory's job growth was concentrated in the last few years. The territory benefited greatly from the public sector's recent expansion. While it hosts only about one quarter of New Brunswick's population, it accounted for around half of its public sector employment growth between 2019 and 2024. The public sector now accounts for one third (34 percent) of all jobs in the territory, up from six percentage points from 2019. By contrast, the share of public sector jobs in overall employment in the rest of the province only grew by a little over three percentage points.

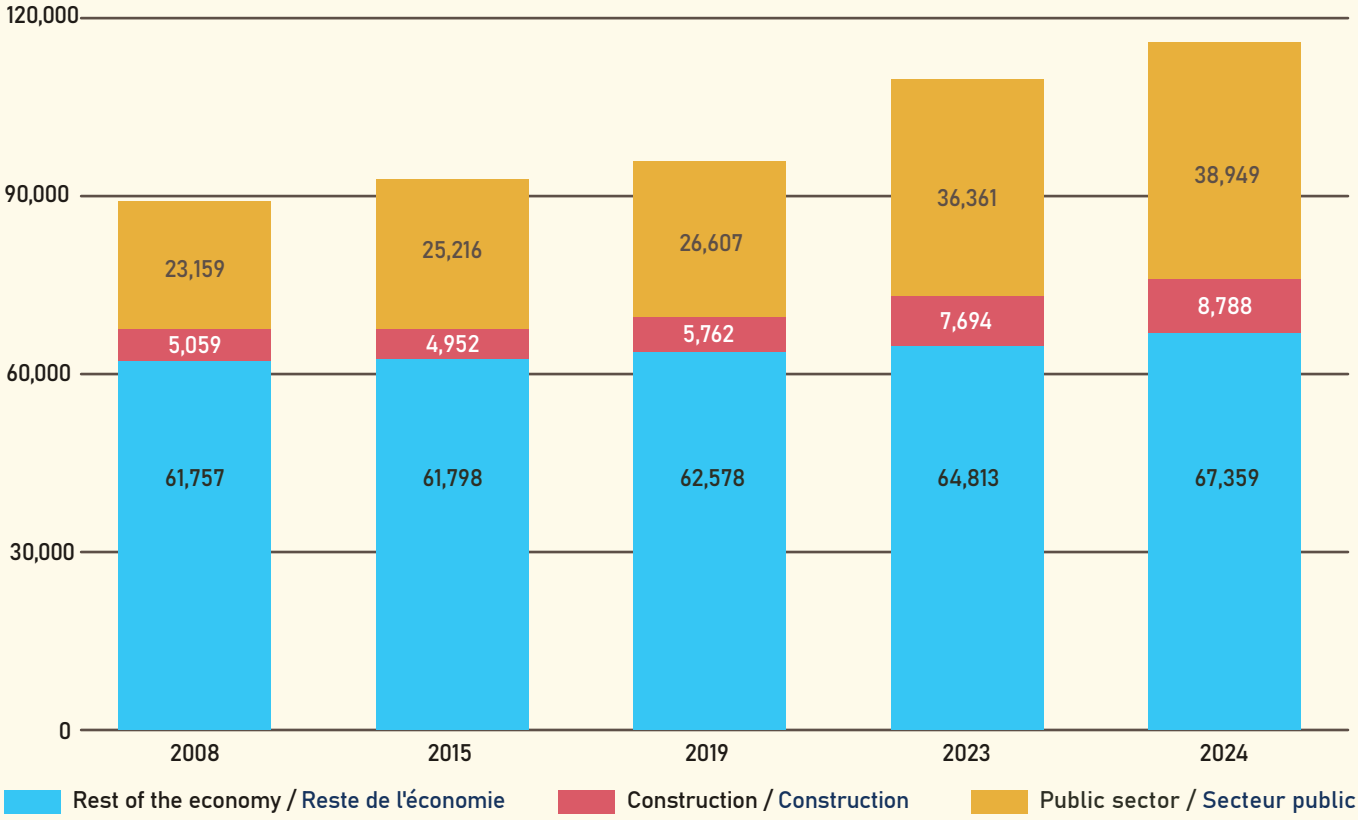
l'économie du Nouveau-Brunswick ont augmenté de 2,3 milliards de dollars au cours des 15 années se terminant en 2023. Même en supposant un modeste « effet multiplicateur », il n'est pas exagéré d'affirmer que la majeure partie de la croissance économique nette de la province est provenue de ces deux sources. Le résultat est que l'économie s'est repliée davantage sur elle-même. Au cours des 15 années allant de 2008 à 2015, le PIB du Nouveau-Brunswick a progressé de 4 milliards de dollars, mais son secteur des exportations a légèrement diminué, ce qui signifie que toute la croissance provenait de la demande locale.

Le fait que l'économie du Nouveau-Brunswick ait été largement alimentée par les fonds supplémentaires provenant d'Ottawa et par la croissance des revenus de retraite privés fournit un contexte essentiel pour comprendre les tendances de l'emploi au Nouveau-Brunswick et dans le territoire. Depuis 2008, près de quatre emplois sur cinq (78 pourcent) créés dans l'économie provenaient du secteur public. Si l'on considère un effet multiplicateur, même modeste, il est raisonnable de conclure que toute la création nette d'emplois au cours de cette période provenait directement ou indirectement de ce secteur.

Une tendance similaire a été observée dans le territoire (figure 3). De 2008 à 2024, l'emploi a augmenté d'environ 25 000, soit environ 28 pourcent. De ce nombre, près de 16 000 (63 pourcent) provenaient du secteur public. La majeure partie de la croissance de l'emploi dans le territoire a eu lieu au cours des dernières années. Le territoire a grandement bénéficié de l'expansion récente du secteur public. Bien qu'il n'abrite qu'environ le quart de la population du Nouveau-Brunswick, le territoire a été l'hôte d'environ la moitié de la croissance de l'emploi dans le secteur public entre 2019 et 2024. Le secteur public représente désormais le tiers (34 pourcent) de tous les emplois du territoire, une hausse de six points de pourcentage par rapport à 2019. En guise de comparaison, la part des emplois du secteur public dans l'emploi total dans le reste de la province n'a augmenté que d'un peu plus de trois points de pourcentage.

FIGURE 3: EMPLOYMENT, SOUTHEAST RSC
FIGURE 3: EMPLOI, CSR SUD-EST

(Estimations de l'auteur basées sur Statistique Canada, CANSIM 14-10-0384-01, 14-10-0392-01, 14-10-0466-01 et 14-10-0468-01)
(Author's estimates based on Statistics Canada, CANSIM 14-10-0384-01, 14-10-0392-01, 14-10-0466-01 and 14-10-0468-01)



After remaining mostly stagnant for nearly a decade, employment in the private sector expanded over the last five years, led by the construction sector, which grew by a little more than half (figure 4). Of note, however, employment across most industries in the private sector did not follow population growth. Between 2008 and 2024, the territory's population grew by more than one third (36%), yet employment in food and accommodation was flat. In the trade sector (retail and wholesale), employment was up by less than 20 percent. The fact that these industries managed

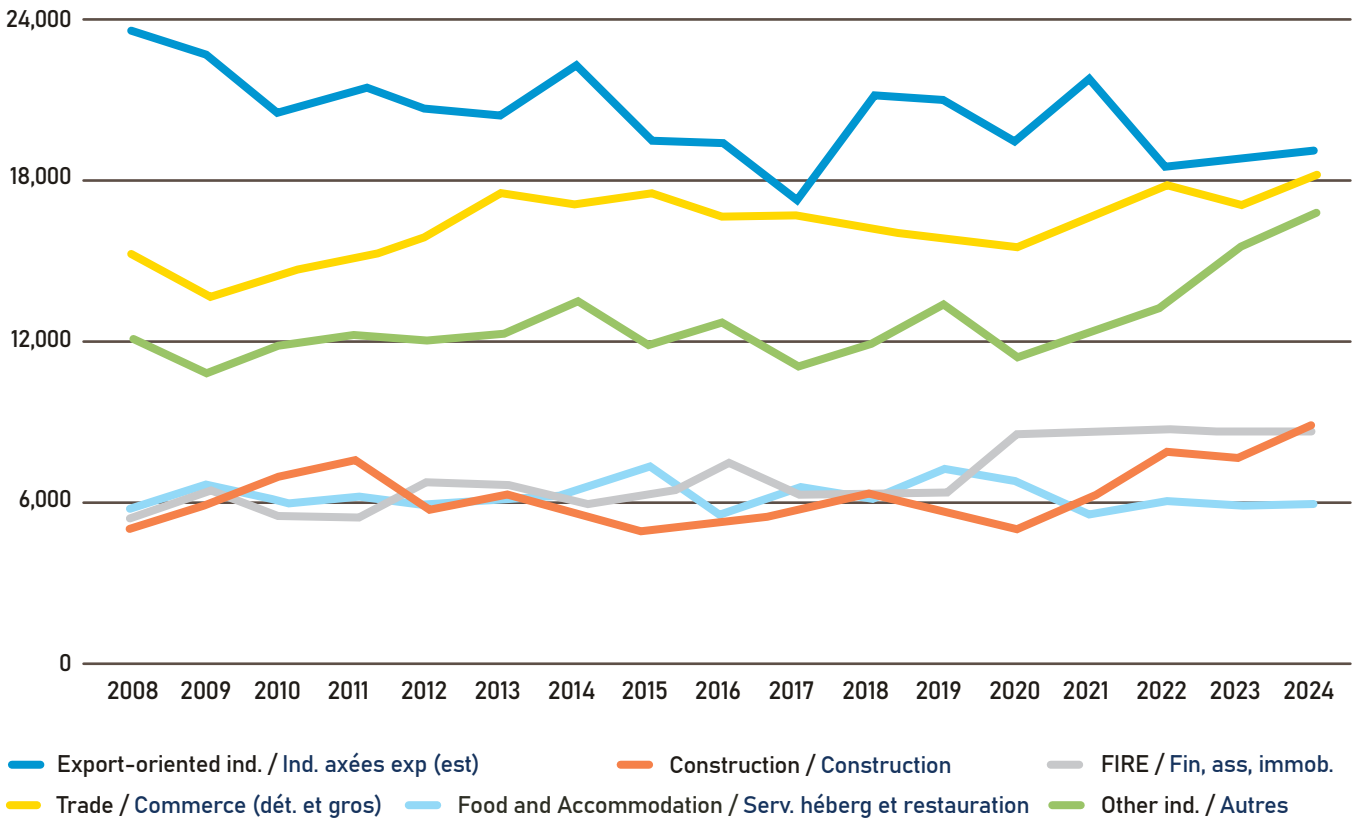
Après avoir stagné pendant près d'une décennie, l'emploi dans le secteur privé a progressé au cours des cinq dernières années, porté par le secteur de la construction, dont les effectifs ont augmenté d'un peu plus de la moitié (figure 4). Il convient toutefois de noter que l'emploi dans la plupart des industries du secteur privé n'a pas suivi la croissance démographique. Entre 2008 et 2024, la population du territoire a augmenté de plus d'un tiers (36 pourcent), tandis que l'emploi dans la restauration et l'hébergement est resté stable. Dans le secteur du commerce (de détail et de gros), l'emploi a augmenté de moins de

to serve a growing population without increasing employment commensurately speaks to a number of developments, including the rise of e-commerce and other labour-saving technological change (such as self-checkouts in grocery store and self-order counters in restaurants), and the overall ability of existing networks to handle more volume without requiring materially more workers.

20 pourcent. Le fait que ces industries aient réussi à servir une population croissante sans augmenter l'emploi proportionnellement témoigne de plusieurs tendances, notamment l'essor du commerce électronique et d'autres avancées technologiques permettant d'économiser de la main-d'œuvre (comme les caisses en libre-service dans les épiceries et les comptoirs de commande en libre-service dans les restaurants), et la capacité globale des réseaux existants à gérer un volume accru sans nécessiter de main-d'œuvre significativement plus importante.

FIGURE 4: EMPLOYMENT IN THE PRIVATE SECTOR, SOUTHEAST RSC
FIGURE4 : EMPLOI DANS LE SECTEUR PRIVÉ, CSR SUD-EST

(Author's estimates based on Statistics Canada, CANSIM 14-10-0384-01, 14-10-0392-01, 14-10-0466-01 and 14-10-0468-01)
(Estimations de l'auteur basées sur Statistique Canada, CANSIM 14-10-0384-01, 14-10-0392-01, 14-10-0466-01 et 14-10-0468-01)



The export-oriented sector stands out as the only major component to have seen a material employment decline, which was concentrated in roughly the first half of the period. Since then, employment has been more stable. In recent years, employment in “other industries” has expanded fast. Part of this can be explained by how Statistics Canada reports data on jobs by industries. For instance, some construction-related jobs are reported in “professional, scientific and technical services”, a category that includes legal and accounting services as well as “architectural, engineering and related services”. Another reason is that it includes “unclassified businesses”, a group that likely includes some “gig economy” employment in areas such as food and parcel delivery.

Le secteur des exportations se distingue comme la seule composante majeure à avoir connu une baisse significative de l'emploi, concentrée environ sur la première moitié de la période. Depuis, l'emploi est plus stable. Ces dernières années, l'emploi dans les « autres industries » a connu une croissance rapide. Cela s'explique en partie par la façon dont Statistique Canada présente les données sur l'emploi par industrie. Par exemple, certains emplois liés à la construction sont classés dans la catégorie « services professionnels, scientifiques et techniques », qui comprend les services juridiques et comptables ainsi que les « services d'architecture, d'ingénierie et services connexes ». Une autre raison est que cette catégorie comprend les « entreprises non classées », un groupe qui comprend probablement certains emplois de l'« économie à la demande » (« gig economy ») dans des secteurs comme la livraison de nourriture et de colis.

2.1.

LABOUR DEMAND PROJECTIONS

PROJECTIONS DE LA DEMANDE DE MAIN-D'OEUVRE

Any exercise in assessing labour demand must rest upon assumptions about where the economy is headed. This, in turn, requires us to develop views on future demand growth and its implications for employment levels. As noted earlier, demand growth can either come from external (exports) or local sources. We therefore need to develop views about both. Below is a summary of our scenarios for the territory's main industrial groups. These scenarios were developed based on insights from trends at the provincial and territorial level (see full report for more details).

Export-oriented industries

Employment in this sector was relatively stable in recent years and we are assuming this will remain so over the projection horizon in the baseline scenario. We are further assuming as a low scenario that employment will decline by one percent of their current level annually over the next ten years, for a total decline of 10 percent. The high scenario, for its part, assumes growth of the same magnitude.

Tout exercice de prévision de la demande de main-d'œuvre doit reposer sur des hypothèses quant à l'orientation future de l'économie. Cela nous oblige à élaborer des perspectives sur la croissance future de la demande et ses répercussions sur les niveaux d'emploi. Comme indiqué précédemment, la croissance de la demande peut provenir de sources externes (exportations) ou locales. Nous devons donc élaborer des perspectives sur les deux. Voici un résumé de nos scénarios pour les principaux groupes industriels du territoire. Ces scénarios ont été élaborés à partir des tendances observées à l'échelle provinciale et territoriale (voir le rapport complet pour plus de détails).

Industries axées sur les exportations

L'emploi dans ce secteur a été relativement stable ces dernières années et nous supposons qu'il en sera ainsi sur la période de projection dans le scénario de référence. Nous supposons également, dans le scénario faible, que l'emploi diminuera de 1 pourcent par rapport à son niveau actuel chaque année au cours des dix prochaines années, soit une baisse totale de 10 pourcent. Le scénario élevé, quant à lui, suppose une croissance du même ordre de grandeur.

The public sector

The public sector is defined in this report as including jobs in health care and social assistance, education and public administration (federal; provincial; local, municipal and regional; and indigenous). The public sector has been New Brunswick's and the territory's main engine of job creation for over a decade. We are assuming this will remain the case in the years ahead. At issue is the pace at which it will grow.

The dynamics of public sector employment depend on a number of factors, the most important being the needs of residents and the state of public finances. At the federal level, employment depends also on choices as to where to locate federal jobs across the country, with the Phenix pay system in Miramichi being a prime example of a recent beneficial decision for New Brunswick.

Public sector employment has grown very rapidly since 2019. While growth was widespread across the public sector in New Brunswick, it was particularly strong in the health care sector, as well as in the provincial and federal administrations. In the education sector and local, municipal and regional

Le secteur public

Dans le présent rapport, le secteur public est défini comme incluant les emplois dans les soins de santé et l'assistance sociale, l'éducation et l'administration publique (fédérale; provinciale; locale, municipale et régionale; et autochtone). Le secteur public a été le principal moteur de création d'emplois au Nouveau-Brunswick et dans le territoire depuis plus d'une décennie. Nous prévoyons que cela restera le cas dans les années à venir. La question est de savoir à quel rythme l'emploi s'accroîtra.

La dynamique de l'emploi dans le secteur public dépend de plusieurs facteurs, les plus importants étant les besoins des résidents et l'état des finances publiques. Au niveau fédéral, l'emploi dépend également des choix quant à la localisation des emplois fédéraux à travers le pays, le système de paie Phenix à Miramichi étant un excellent exemple d'une décision récente bénéfique pour le Nouveau-Brunswick.

L'emploi dans le secteur public a connu une croissance très rapide depuis 2019. Bien que la croissance ait été généralisée dans l'ensemble du secteur public au Nouveau-Brunswick, elle a été particulièrement forte dans le secteur des soins de santé, ainsi que dans les administrations provinciales et fédérales. Dans les secteurs de l'éducation et de l'administration publique locale, municipale et régionale, la croissance de l'emploi a plus ou moins suivi la croissance démographique.

Le rapport repose sur les hypothèses suivantes pour la période 2025-2035 :

- Dans le scénario de référence, l'emploi dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale progressera au même rythme qu'au cours des dix dernières. Bien que ce rythme soit quelque

public administration, employment growth more or less tracked population growth.

Looking forward, the report assumes the following for the 2025 to 2035 period:

- Employment in health care and social assistance will grow at the same pace as over the past ten years in the baseline scenario. While this is somewhat slower than in recent years, it remains a robust pace of growth by historical standards. Such a scenario is consistent with rapidly-growing needs in a more fiscally constrained environment (the province has return into a structural deficit position recently). The high scenario is set at the employment growth witnessed over the last five years (2019 to 2024). Finally, the low scenario reflects growth over the 2008 to 2024 period.
- Employment in education will track the evolution of the school-age population in the baseline scenario. While this implies modestly slower growth relative to recent years, this scenario is consistent with past trends and a fiscally more constrained environment. In the low growth scenario, it is important to note that the school age population is projected to be lower in the years ahead, which would imply a material decline in jobs if we were to assume employment will follow the school-age population. Given the political reluctance to reduce staff in periods of demographic decline, we are assuming modest attrition-driven reductions of 0.3 percent annually. In the high scenario, we are assuming employment will follow population growth, and adding an additional modest increase in the employment-to-school-age population ratio.
- Finally, for public administration, we are assuming that employment will follow population growth under the low, baseline and high scenarios. For local, municipal and regional governments, this is consistent with long-term historical trends. For the provincial and federal administrations, these scenarios imply lower growth relative to recent years, but such assumptions are warranted for a variety of reasons, including a more difficult provincial fiscal context and the federal government's intention to eliminate what it calls its "operating deficit", which will likely require materially slower hiring.

peu inférieur à celui des dernières années, il demeure robuste par rapport aux normes historiques. Ce scénario est cohérent avec la croissance rapide des besoins dans un contexte budgétaire moins favorable (la province est récemment retombée dans un déficit structurel). Le scénario de croissance élevée correspond à la croissance de l'emploi observée au cours des cinq dernières années (2019 à 2024). Enfin, le scénario de croissance basse reflète la croissance observée entre 2008 et 2024.

- L'emploi dans le secteur de l'éducation suivra l'évolution de la population d'âge scolaire dans le scénario de référence. Bien que cela implique une croissance légèrement plus lente par rapport aux dernières années, ce scénario est cohérent avec les tendances passées et un contexte budgétaire moins favorable. Dans le scénario de faible croissance, il est important de noter que la population d'âge scolaire devrait diminuer au fil des ans, ce qui entraînerait une baisse importante de l'emploi si l'on supposait que l'emploi va suivre la population d'âge scolaire. Compte tenu de la réticence politique à réduire les effectifs en période de déclin démographique, nous supposons des réductions modestes de 0,3 pourcent par an, imputables à l'attrition. Dans le scénario élevé, nous supposons que l'emploi suivra la croissance démographique et ajouterons une légère augmentation supplémentaire du ratio emploi-population d'âge scolaire.
- Enfin, pour l'administration publique, nous supposons que l'emploi suivra la croissance démographique dans les scénarios faible, de référence et élevé. Pour les administrations locales, municipales et régionales, cela concorde avec les tendances historiques à long terme. Pour les administrations provinciales et fédérale, ces scénarios impliquent une croissance plus faible par rapport aux dernières années, mais ces hypothèses sont justifiées pour diverses raisons, notamment un contexte budgétaire provincial plus difficile et l'intention du gouvernement fédéral d'éliminer ce qu'il appelle son « déficit d'exploitation », ce qui nécessitera probablement un ralentissement important des embauches.

Construction

The construction industry has made a strong contribution to employment growth in New Brunswick, and in particular, the territory in recent years. The industry has four major components: residential buildings, non-residential buildings, engineering and other construction (e.g., road, bridges and utilities) as well as repair construction.

The baseline scenario assumes a modest total increase of five percent in employment in the construction industry over the remainder the decade. This relative stability, in turn, is predicated on vigorous government support and a "all-hands-on-deck" strategy for housing construction, as was promised recently by the federal government. As argued in my Winter 2025 on housing needs in the territory, without more support (in particular for more affordable housing), the private sector on its own is unlikely to sustain the current level of housing construction (more than 3,000 starts annually) for long. Given the uncertainty around the outlook, the low scenario calls for a decline of 20 percent in employment by 2030 while the high scenario calls for an increase of 25 percent by 2030.

In the long run, population growth is a determining driver of residential construction activity. In recent years a major "supply gap" (difference between

Construction

Le secteur de la construction a fortement contribué à la croissance de l'emploi au Nouveau-Brunswick, et plus particulièrement sur le territoire, ces dernières années. Ce secteur comprend quatre composantes principales : les bâtiments résidentiels, les bâtiments non résidentiels, les travaux de génie civil et autres travaux de construction (p. ex., routes, ponts et services publics), ainsi que les travaux de réparation.

Le scénario de référence suppose une modeste augmentation totale de 5 pourcent de l'emploi dans le secteur de la construction pour le reste de la décennie. Cette stabilité relative repose sur un soutien gouvernemental vigoureux et une stratégie de mobilisation générale pour la construction de logements, comme l'a récemment promis le gouvernement fédéral. Comme je l'ai indiqué dans mon rapport d'hiver 2025 sur les besoins en matière de logement sur le territoire, sans un soutien accru (notamment pour des logements plus abordables), le secteur privé ne parviendra probablement pas à lui seul à maintenir le niveau actuel de construction de logements (plus de 3 000 mises en chantier par an). Compte tenu de l'incertitude entourant les perspectives, le scénario faible prévoit une baisse de 20 pourcent de l'emploi d'ici 2030, tandis que le scénario élevé prévoit une augmentation de 25 pourcent d'ici 2030.

À long terme, la croissance démographique est un facteur déterminant de l'activité de construction résidentielle. Ces dernières années, un important déficit d'offre (écart entre le nombre de logements achevés et le nombre nécessaire pour faire en sorte que la croissance démographique n'entraîne pas une détérioration de l'abordabilité) s'est développé sur le territoire. Pour la seule RMR de Moncton, cet écart a été estimé à 6 500 unités sur les trois années 2021 et 2023. Si la politique gouvernementale parvient à atteindre les niveaux de construction prévus dans le scénario de référence ci-dessus pour 2025 à 2030, le marché de l'habitation devrait

housing unit completions and the number needed to ensure population growth does lead to a deterioration in affordability) has developed in the territory. For the Moncton CMA alone, the gap was estimated at 6,500 units over the three years from 2021 and 2023. If government policy succeeds in achieving the construction levels assumed in the baseline scenario for 2025 to 2030, the housing market should return to by the turn of the decade. For 2030 to 2035, we are assuming under the baseline scenario that employment in the construction industry will decline linearly to their average of the last decade by 2035, a level that is consistent with projected population growth and other factors likely to affect the construction industry over that period. The low and high scenarios are set 20 percent below and above the baseline.

Finance, insurance and real estate (FIRE)

The territory is estimated to account for about half of New Brunswick's job in the FIRE sector. Although the numbers were a bit more volatile than for the province as a whole (reflecting events such as the opening of the TD Insurance / Group Services Centre in Dieppe in 2019), employment in this sector has largely tracked population growth. We are assuming this will continue over the projection horizon. Employment growth is thus assumed to be consistent with population growth in the low, baseline and high scenarios.

Trade (wholesale and retail)

The historical record shows that trade sector employment responds to population growth, but only partly so (for reasons discussed above). Based on provincial and territory-specific trends, this report sets employment growth in the baseline scenario at 30 percent of projected population growth. Under the low and high scenarios, we are assuming 10 and 50 percent respectively.

Accommodation and food services

Employment in the accommodation and food services sector was flat from 2008 to 2024. In fact, employment was marginally lower in 2024 than in 2019, despite unprecedented population growth. We are assuming in this report that stability will continue in the years ahead. In the baseline scenario, we are assuming that employment in the territory will retrouver son niveau d'équilibre d'ici le tournant de la décennie. Pour la période 2030-2035, nous supposons, dans le scénario de référence, que l'emploi dans le secteur de la construction diminuera linéairement pour atteindre sa moyenne de la dernière décennie en 2035, un niveau cohérent avec la croissance démographique prévue et d'autres facteurs susceptibles d'affecter le secteur de la construction au cours de cette période. Les scénarios faible et élevés sont fixés à 20 pourcent en dessous et 20 pourcent au-dessus du scénario de référence.

Finance, assurance et immobilier

Selon nos estimations, le territoire abrite environ la moitié des emplois du Nouveau-Brunswick dans le secteur de la finance, l'assurance et l'immobilier. Bien que les chiffres aient été un peu plus volatils que pour l'ensemble de la province (en raison d'événements comme l'ouverture du Centre de services collectifs TD Assurance à Dieppe en 2019), l'emploi dans ce secteur a largement suivi la croissance démographique. Nous supposons que cette tendance se poursuivra sur la période de projection. La croissance de l'emploi est donc supposée être cohérente avec la croissance démographique dans les scénarios faible, de référence et élevé.

Commerce (détail et gros)

Les données historiques montrent que l'emploi dans le secteur du commerce réagit à la croissance démographique, mais seulement en partie (pour les raisons évoquées précédemment). En se fondant sur les tendances historique de la province et du territoire, la croissance de l'emploi est établie à 30 pourcent de la croissance démographique projetée dans le scénario de référence. Dans les scénarios faible et élevé, nous supposons respectivement 10 pourcent et 50 pourcent.

Hébergement et restauration

L'emploi dans le secteur de l'hébergement et de la restauration est resté stable de 2008 à 2024. En fait, il était légèrement plus bas en 2024 qu'en 2019, malgré une croissance démographique sans précédent. Dans ce rapport, nous supposons que cette stabilité continuera dans les années à venir. Dans le scénario de référence, nous supposons que l'emploi sur le territoire se maintiendra à son niveau de 2024 au cours de la prochaine décennie. Dans le

remain at its 2024 level over the next decade. In the low scenario, we are assuming a decline of 0.5 percent annually, while in the high scenario we are assuming an increase of 0.5 percent.

Other industries

For the territory, the "other industries" category includes all private sector industries not listed above: professional, scientific and technical services; administrative and support, waste management and remediation services; information and cultural industries; arts, entertainment and recreation; other services (except public administration); and unclassified businesses. While these industries are largely unrelated and follow their own dynamic, as a group they have shown to be responsive to population growth. Provincially, employment in this group grew at about 0.8 times that of the population. This is the ratio we are using in the baseline scenario. The low and high growth scenarios are set at 0.4 and 1.2 times respectively.

Employment Growth Scenarios: 2025 to 2035

Figure 5 presents projected employment growth over the 2025 to 2035, along with actual data for 2023 and 2024. In the baseline scenario, employment growth would fall to around 1,000 annually in 2025 and 2026. Over the remainder of this decade, growth would accelerate, topping 2,000 in 2030. In 2031 and beyond, growth would slow to a little below 1,400 annually, reflecting mainly employment declines in the construction industry. In the low growth scenario, employment

scénario faible, nous supposons une baisse de 0,5 pourcent par an, tandis que dans le scénario élevé, nous supposons une augmentation de 0,5 pourcent.

Autres industries

Pour le territoire, la catégorie « autres industries » comprend toutes les industries du secteur privé non mentionnées ci-dessus : services professionnels, scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien, services de gestion des déchets et d'assainissement ; industries de l'information et industries culturelles ; arts, spectacles et loisirs ; autres services (à l'exception des administrations publiques) ; et entreprises non classées. Bien que ces industries soient en grande partie indépendantes et suivent leur propre dynamique, elles se sont révélées collectivement réceptives à la croissance démographique. À l'échelle provinciale, l'emploi dans ce groupe a augmenté d'environ 0,8 fois celui de la population. C'est ce ratio que nous utilisons dans le scénario de référence. Les scénarios de croissance faible et forte sont fixés respectivement à 0,4 fois et 1,2 fois.

Scénarios de croissance de l'emploi : 2025 à 2035

La figure 5 présente la croissance projetée de l'emploi entre 2025 et 2035, ainsi que les données réelles pour 2023 et 2024. Dans le scénario de référence, la croissance de l'emploi chuterait à environ 1 000 par an en 2025 et 2026. Au cours du reste de la décennie, la croissance s'accélérerait, dépassant 2 000 en 2030. En 2031 et au-delà, la croissance ralentirait à un peu moins de 1 400 par an, reflétant principalement la baisse de l'emploi dans le secteur de la construction. Dans le scénario de faible croissance, l'emploi resterait stable en 2025 et 2026 et augmenterait à environ 500 par an pendant le reste de la décennie, puis diminuerait de moitié au cours de la première moitié de la décennie suivante. Dans le scéna-

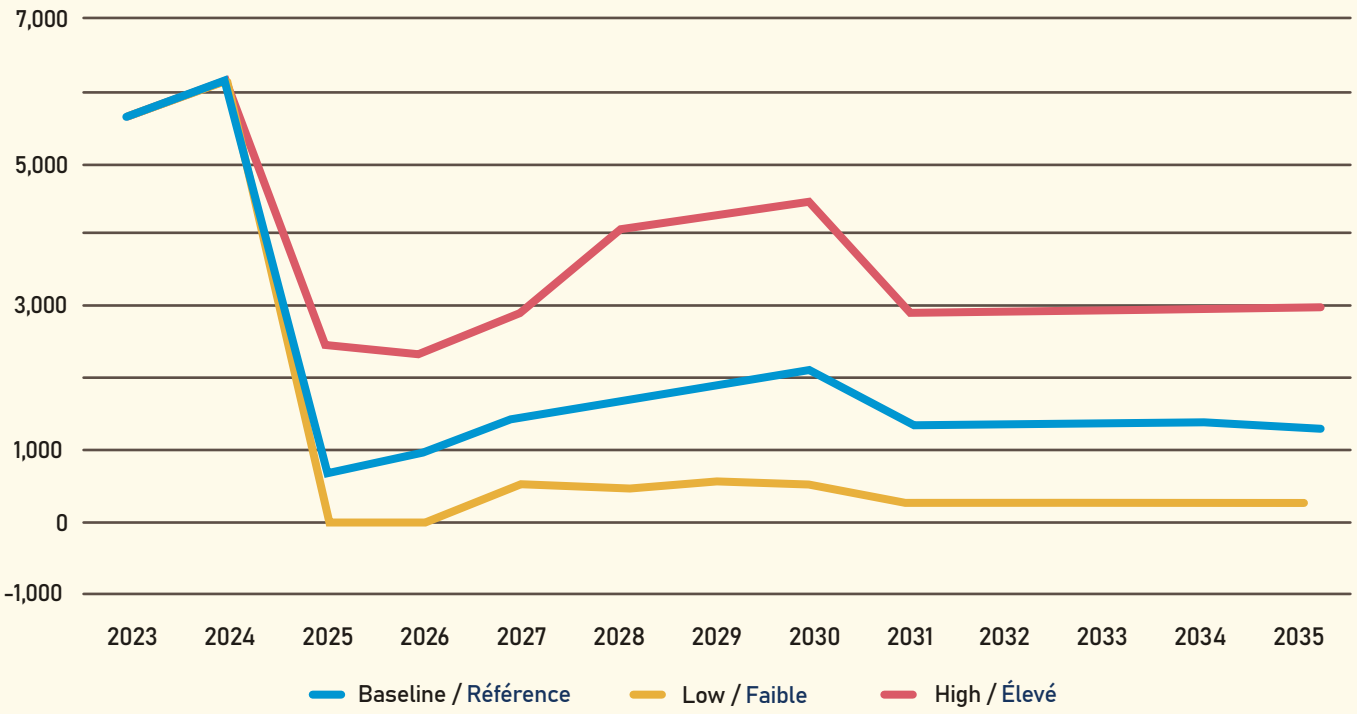
would remain flat in 2025 and 2026 and would rise to around 500 annually over the remainder of the decade and then drop by half over the first half of the next decade. In the high scenario, employment would remain above 2,000 in 2025 and 2026, accelerate to 4,000 by 2030, after which time it would settle a little below 3,000.

rio élevé, l'emploi resterait au-dessus de 2 000 en 2025 et 2026, accélérerait à 4 000 en 2030, après quoi il se stabiliserait légèrement en dessous de 3 000.

FIGURE 5: EMPLOYMENT GROWTH BY SCENARIO, SOUTHEAST RSC TERRITORY

FIGURE5 : CROISSANCE DE L'EMPLOI SELON LE SCÉNARIO, CSR SUD-EST

(estimates for 2023 and 2024, projections for 2025 to 2035)
(estimates for 2023 and 2024, projections for 2025 to 2035)



3. PROSPECTS FOR THE TERRITORY'S LABOUR MARKET

PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL AU SEIN DU TERRITOIRE

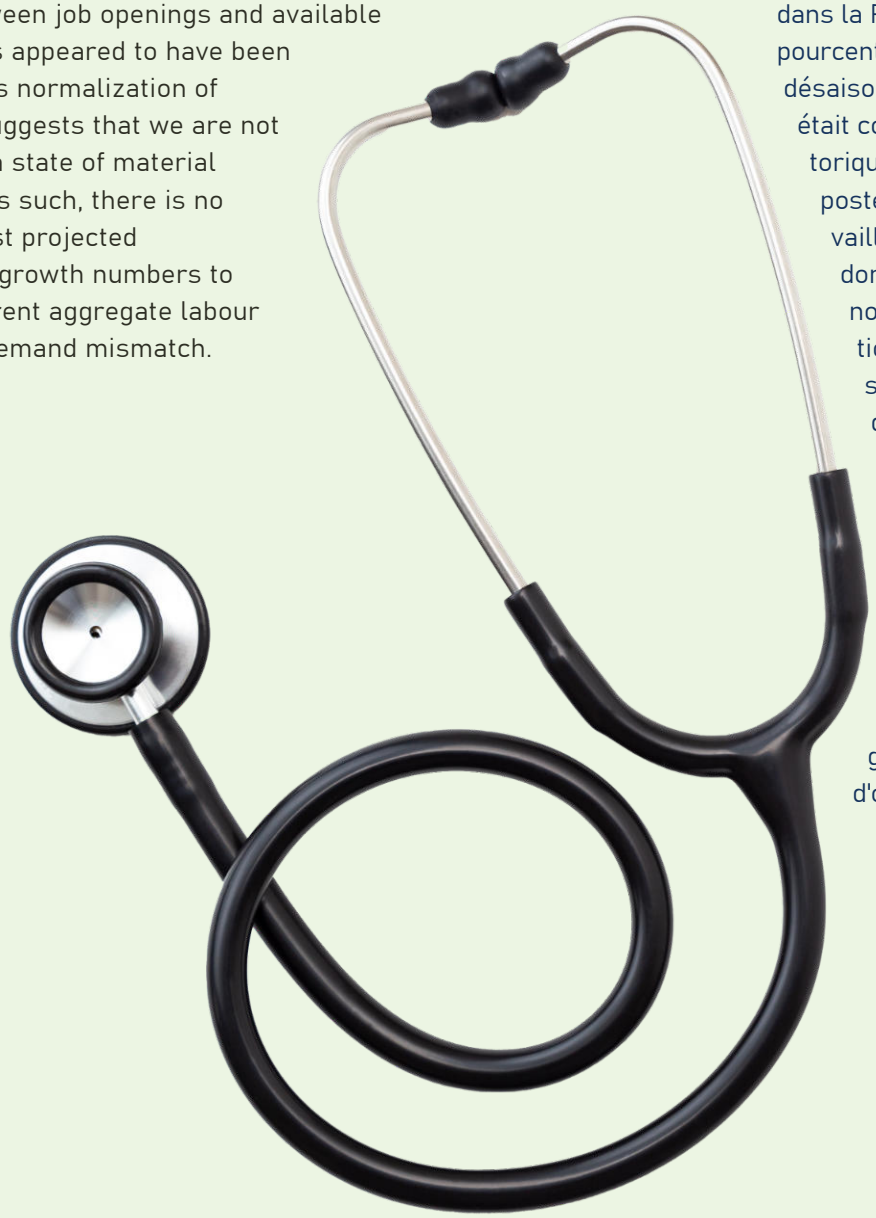
In the previous two sections, we examined separately the forces that will likely be shaping future labour supply and labour demand in the territory. On the supply side, we highlighted the impact of demographic trends and participation rates on the size and composition of the local workforce. On the demand side, we looked at the structure and trajectory of employment across sectors, anchoring projections in the economic base and the broader policy and fiscal context.

In this section, we bring these two perspectives together to assess how the territory's projected

Dans les deux sections précédentes, nous avons examiné séparément les forces susceptibles de façonner l'offre et la demande de main-d'œuvre futures sur le territoire. Du côté de l'offre, nous avons souligné l'impact des tendances démographiques et des taux d'activité sur la taille et la composition de la main-d'œuvre locale. Du côté de la demande, nous avons examiné la structure et la trajectoire de l'emploi dans les différents secteurs, en ancrant les projections dans le tissu économique et le contexte politique et budgétaire plus large.

labour supply could align with projected demand. Before comparing the numbers, however, it is essential to understand where the labour market stands today. Two years ago, with the job vacancy rate in the territory hovering around 5 percent, the prevailing narrative was one of severe shortage. Employers struggled to recruit and there was growing concern that labour scarcity was a constraint on growth. Today, that context has changed considerably. As of the last quarter of 2024, the job vacancy rate was close to 2.5 percent—roughly the same as in 2017, a year in which no generalized pressure on the labour market was apparent. The unemployment rate in the Moncton CMA, at 5.6 percent (seasonally adjusted three-month average for May 2025), was consistent with historical norms. The balance between job openings and available workers thus appeared to have been restored. This normalization of conditions suggests that we are not currently in a state of material imbalance. As such, there is no need to adjust projected employment growth numbers to reflect a current aggregate labour supply and demand mismatch.

Dans cette section, nous combinons ces deux perspectives afin d'évaluer comment l'offre de main-d'œuvre projetée sur le territoire pourrait s'aligner sur la demande projetée. Avant de comparer les chiffres, il est toutefois essentiel de comprendre la situation actuelle du marché du travail. Il y a deux ans, alors que le taux de postes vacants sur le territoire avoisinait les 5 pourcent, le discours dominant était celui d'une grave pénurie. Les employeurs peinaient à recruter et la pénurie de main-d'œuvre suscitait une inquiétude croissante quant à son impact sur la croissance. Aujourd'hui, ce contexte a considérablement évolué. Au dernier trimestre de 2024, le taux de postes vacants s'approchait de 2,5 pourcent, soit à peu près le même qu'en 2017, année où aucune pression généralisée n'était apparente sur le marché du travail. Le taux de chômage dans la RMR de Moncton, à 5,6 pourcent (moyenne trimestrielle désaisonnalisée pour mai 2025), était conforme aux normes historiques. L'équilibre entre les postes vacants et les travailleurs disponibles semble donc avoir été rétabli. Cette normalisation des conditions suggère que nous ne sommes pas actuellement dans une situation de déséquilibre important. Par conséquent, il n'est pas nécessaire d'ajuster les projections de croissance de l'emploi pour refléter l'inadéquation actuelle entre l'offre et la demande globales de main-d'œuvre.



3.1. LABOUR SUPPLY AND DEMAND SCENARIOS / SCÉNARIOS POUR L'OFFRE ET LA DEMANDE DE MAIN-D'ŒUVRE

In principle, our scenario framework consists of a 3×3 matrix combining three labour supply trajectories (low, baseline, high) with three labour demand trajectories (low, baseline, high), for a total of nine possible combinations. Each reflects a different alignment of demographic dynamics, participation rate trends, and demand for labour. For clarity and parsimony, however, we focus on the following illustrative combinations: the **baseline** scenario (baseline supply and baseline demand), the **high-supply/low-demand** scenario, and the **low-supply/high-demand** scenario. These scenarios capture the central outlook along with the upper and lower bounds of potential labour market imbalances.

Figure 6 presents the results for the above three scenarios. Under the baseline scenario, it shows that the territory's labour demand would outpace supply, leading to a cumulative deficit of 1,000 workers across 2025 and 2026, or about 0.8 percent of the labour force. In 2027 and beyond, the labour market would turn into a surplus position, allowing for a gradual rebalancing over the following two years or so, after which the market would be amply supplied. It will be recalled, however, that the baseline scenario incorporates a number of assumptions which may not fully materialize. For instance, projected employment growth depends to a large extent on the public sector. The baseline scenario assumes that employment in key areas such as health care and the provincial and federal administration will grow at a slower pace than in recent years. While there

En principe, notre ensemble de scénarios consiste en une matrice 3×3 combinant trois trajectoires d'offre de travail (faible, de référence, élevée) et trois trajectoires de demande de travail (faible, de référence, élevée), soit un total de neuf combinaisons possibles. Chacune reflète un alignement différent de la dynamique démographique, des tendances du taux d'activité et de la demande de travail. Par souci de clarté et de parcimonie, nous nous concentrons toutefois sur les combinaisons illustratives suivantes : le scénario de référence (offre et demande de **référence**), le scénario **offre élevée/faible demande**, et le scénario **offre faible/forte demande**. Ces scénarios reflètent les perspectives centrales ainsi que les limites supérieures et inférieures des déséquilibres potentiels du marché du travail.

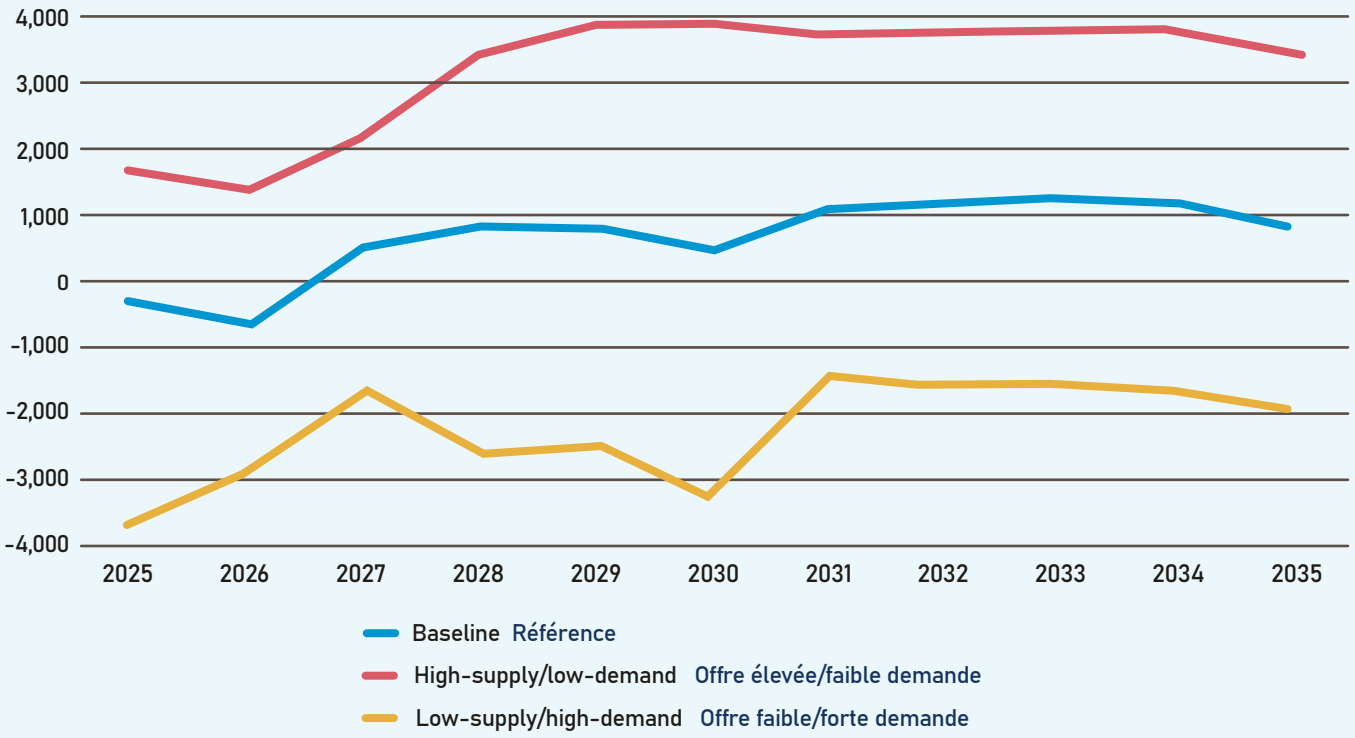
La figure 6 présente les résultats des trois scénarios ci-dessus. Selon le scénario de référence, la demande de main-d'œuvre du territoire dépasserait l'offre, ce qui entraînerait un déficit cumulatif de 1 000 travailleurs en 2025 et 2026, soit environ 0,8 pourcent de la population active. À partir de 2027, le marché du travail deviendrait excédentaire, ce qui permettrait un rééquilibrage graduel au cours des deux années suivantes environ, après quoi le marché serait largement approvisionné. Il convient toutefois de rappeler que le scénario de référence intègre un certain nombre d'hypothèses qui pourraient ne pas se matérialiser entièrement. Par exemple, la croissance de l'emploi projetée dépend en grande partie du secteur public. Le scénario de référence suppose que l'emploi dans des secteurs clés comme les soins de santé et l'administration provinciale et fédérale

are sound reasons for such assumptions, there are of course no guarantees that things will turn out as anticipated. That's why it is important to develop low and high scenarios for both supply and demand.

progressera à un rythme plus lent que ces dernières années. Bien que ces hypothèses soient fondées, rien ne garantit que les choses se dérouleront comme prévu. C'est pourquoi il est important d'élaborer des scénarios bas et haut pour l'offre et la demande.

FIGURE 6: PROJECTED LABOUR "SHORTAGES" OR "SURPLUSES" BY SCENARIO, SOUTHEAST RSC TERRITORY

FIGURE 6: « PÉNURIES » OU « SURPLUS » DE MAIN D'OEUVRE SELON LE SCÉNARIO, CSR SUD-EST



The low-supply/high-demand can be viewed as a worst-case scenario of what could happen if governments continued to hire at the same pace as in recent years while net migration to the territory was at a much weaker but still plausible level relative to the baseline scenario. Under this scenario, the labour market would experience a significant shortage from the outset, with a deficit approaching 4,000 workers in 2025, or more than three percent of the labour force. While the gap narrows over time, it remains in the range of 2,000 to 3,000 workers annually through the early 2030s. These persistent, though declining, shortages would likely push vacancy rates well above current levels and place sustained pressure on recruitment, wage costs, and service delivery, particularly in sectors where staffing is already a challenge. Of note, even

La situation d'offre faible et de forte demande peut être considérée comme le pire scénario possible si les gouvernements continuaient d'embaucher au même rythme que ces dernières années, tandis que la migration nette vers le territoire s'établirait à un niveau bien plus faible, mais néanmoins plausible, par rapport au scénario de référence. Dans ce scénario, le marché du travail connaîtrait d'emblée une pénurie importante, avec un déficit approchant les 4 000 travailleurs en 2025, soit plus de 3 pourcent de la population active. Bien que l'écart se réduise au fil du temps, il demeurerait de l'ordre de 2 000 à 3 000 travailleurs par an jusqu'au début des années 2030. Ces pénuries persistantes, bien que décroissantes, feraient probablement grimper les taux de postes vacants bien au-dessus des niveaux actuels et exerceraient une pression soutenue sur le recrutement, les coûts

if actual shortages were only half as severe, the resulting cumulative imbalances would still be significant enough to disrupt economic activity and stretch organizational capacity across the territory.

At the other end of the spectrum, the high-supply/low-demand scenario assumes that the labour force continues to grow strongly—driven by robust participation and net in-migration—while employment demand expands only modestly. Under these conditions, the region would experience a growing labour surplus, reaching well over 3,000 workers by the late 2020s and remaining elevated through the 2030s. This scenario points to a well-supplied labour market, one where hiring pressures would ease and vacancy rates fall below current levels.

In short, the results point to the possibility of material labour shortages emerging as early as 2025, particularly if the federal government fully implements its revised international migration plan and public sector hiring continues at the elevated pace observed in recent years. While the long-term outlook suggests the labour market will eventually return to balance or surplus in the baseline and high-supply/low-demand scenarios, near-term risks are real and could prove disruptive. Pinpointing which sectors would be most affected by shortages is challenging, as much depends on how Ottawa ultimately handles work permit renewals and adjusts its immigration priorities. That said, early indications suggest that lower-skilled temporary residents may be disproportionately affected. This raises the likelihood of staffing challenges in sectors such as food services, accommodation, and last-mile delivery, which have become increasingly reliant on international labour to fill high-turnover, lower-wage roles. In smaller labour markets like those of the territory, the effects could be particularly acute, reinforcing the importance of close policy monitoring and timely local labour market responses.

salariaux et la prestation de services, en particulier dans les secteurs où la dotation en personnel est déjà problématique. Il est à noter que même si les pénuries réelles n'étaient que deux fois moins graves, les déséquilibres cumulatifs qui en résulteraient seraient suffisamment importants pour perturber l'activité économique et mettre à rude épreuve les capacités organisationnelles sur l'ensemble du territoire.

À l'autre extrémité du spectre, le scénario d'offre élevée et de demande faible suppose que la population active continue de croître fortement, tirée par une participation et un solde migratoire net robustes, tandis que la demande d'emploi ne progresse que modestement. Dans ces conditions, la région connaîtrait un excédent de main-d'œuvre croissant, dépassant les 3 000 travailleurs à la fin des années 2020 et se maintenant à un niveau élevé par après. Ce scénario laisse présager un marché du travail bien approvisionné, où les pressions à l'embauche s'atténueraient et où les taux de postes vacants chuteraient sous les niveaux actuels.

En bref, les résultats laissent entrevoir la possibilité de pénuries de main-d'œuvre matérielles dès 2025, notamment si le gouvernement fédéral met pleinement en œuvre son plan révisé de migration internationale et si l'embauche dans le secteur public se poursuit au rythme soutenu observé ces dernières années. Bien que les perspectives à long terme suggèrent que le marché du travail finira par retrouver l'équilibre ou un excédent dans les scénarios de référence et d'offre élevée/faible demande, les risques à court terme sont réels et pourraient s'avérer perturbateurs. Il est difficile de déterminer les secteurs les plus touchés par les pénuries, car cela dépend en grande partie de la façon dont Ottawa gérera les renouvellements de permis de travail et ajustera ses priorités en matière d'immigration. Cela dit, les premières indications suggèrent que les résidents temporaires peu qualifiés pourraient être touchés de manière disproportionnée. Cela augmente la probabilité de problèmes de dotation en personnel dans des secteurs comme la restauration, l'hébergement et la livraison du dernier kilomètre, qui dépendent de plus en plus de la main-d'œuvre internationale pour pourvoir des postes à fort roulement et à bas salaires. Sur les marchés du travail plus petits comme ceux du territoire, les effets pourraient être particulièrement aigus, ce qui renforce l'importance d'un suivi politique étroit et de réponses rapides du marché du travail local.

CONCLUSIONS AND PRIORITIES FOR ACTION

CONCLUSIONS ET PRIORITÉS D'ACTION

Projections are, at their core, exercises in speculation. However rigorous the methods, they are built on assumptions about the future—and the future is inherently unpredictable. The scenarios presented in this report should therefore be interpreted as forecasts as much as tools to help clarify the potential consequences of recent policy changes—most notably, Ottawa's sharp pivot on international migration—and to better understand the demographic economic, and fiscal dynamics that shape labour market outcomes in the territory.

Like all projection exercises, the reliability of our estimates diminishes over time, as prediction errors have the potential to compound with the years. For this reason, the results in outer years should be interpreted with increasing caution. They are not predictions, but plausible illustrations of how labour supply and demand could evolve under varying—but internally coherent—sets of assumptions.

Our projections carry a number of other risks and limitations, which are discussed in the full version of the report. Perhaps the most significant is the potential long-term impact of artificial intelligence and automation. Historically, technology has reshaped the labour market many times over—eliminating certain job categories while giving rise to entirely new ones. These shifts, while sometimes

Toutes les projections sont, par essence, des exercices de spéculation. Aussi rigoureuses que soient les méthodes, elles reposent sur des hypothèses concernant l'avenir, et l'avenir est intrinsèquement imprévisible. Les scénarios présentés dans ce rapport doivent donc être interprétés pas autant comme des prévisions que comme des outils permettant de clarifier les conséquences potentielles des récents changements de politique, notamment le virage radical d'Ottawa sur la migration internationale, et de mieux comprendre les dynamiques démographiques, économiques et budgétaires qui façonnent les résultats du marché du travail sur le territoire.

Comme tout exercice de projection, la fiabilité de nos estimations diminue avec le temps, car les erreurs de prédiction peuvent s'accumuler au fil des ans. C'est pourquoi les résultats des années ultérieures doivent être interprétés avec une prudence accrue. Il ne s'agit pas de prédictions, mais d'illustrations plausibles de l'évolution possible de l'offre et de la demande de main-d'œuvre selon des hypothèses variables, mais cohérentes.

Nos projections comportent un certain nombre d'autres risques et limites, qui sont abordés dans la version complète du rapport. Le plus important est peut-être l'impact potentiel à long terme de l'intelligence artificielle et de l'automatisation. Historiquement, la technologie a remodelé le marché du travail

painful, were ultimately tempered by the fact that economic growth and unlimited human needs created space for new forms of work. Whether that pattern will hold this time remains to be seen. Advances in generative AI, autonomous systems, and platform technologies may, over time, transform the nature of work to such an extent that the occupational structures used in today's projections become increasingly misaligned with future realities. While such transformations are unlikely to upend the short-term outlook, their implications for the 2030s and beyond could be profound.

None of the above risks and limitations undermines the value of our projections. On the contrary, it reinforces the importance of transparent, scenario-based modelling in an environment defined by change. The various scenarios presented in this report should be viewed as a framework for understanding what could happen under various assumptions that policy-makers can leverage in their economic development and labour market planning efforts.

The territory is now entering a very different phase of its demographic and labour market evolution. The labour force growth that defined the early 2020s is unlikely to be repeated. As the territory and the broader province of New Brunswick navigate this new phase, three priorities for public action emerge from the analysis:

1. Public authorities should commit to continuous and granular monitoring of labour market conditions. Labour imbalances—particularly shortages—can evolve rapidly. Regular labour market surveillance, informed by high-quality local data, will be essential to identifying emerging pressure points in

à maintes reprises, supprimant certaines catégories d'emplois et en créant de nouvelles. Ces évolutions, parfois douloureuses, ont finalement été tempérées par le fait que la croissance économique et les besoins humains illimités ont créé un espace pour de nouvelles formes de travail. Il reste à voir si cette tendance se maintiendra cette fois-ci. Les progrès de l'IA générative, des systèmes autonomes et des technologies de plateforme pourraient, au fil du temps, transformer la nature du travail à tel point que les structures professionnelles utilisées dans les projections actuelles seront de plus en plus décalées par rapport aux réalités futures. Si ces transformations sont peu susceptibles de bouleverser les perspectives à court terme, leurs implications pour les années 2030 et au-delà pourraient être profondes.

Aucun des risques et limites mentionnés ci-dessus ne remet en cause la valeur de nos projections. Au contraire, ils renforcent l'importance d'une modélisation transparente et fondée sur des scénarios dans un environnement en constante évolution. Les différents scénarios présentés dans ce rapport doivent être considérés comme un cadre permettant de comprendre ce qui pourrait se produire selon diverses hypothèses que les décideurs politiques peuvent tenir en compte dans leurs efforts de développement économique et de planification du marché du travail.

Le territoire entre maintenant dans une phase très différente de son évolution démographique et de son marché du travail. La croissance de la population active qui a marqué le début des années 2020 ne se reproduira probablement pas. Alors que le territoire et l'ensemble de la province du Nouveau-Brunswick traversent cette nouvelle phase, trois priorités d'action publique ressortent de l'analyse :

1. Les autorités publiques devraient s'engager à assurer un suivi continu et précis de la situation du marché du travail. Les déséquilibres en matière de main-d'œuvre, en particulier les pénuries, peuvent évoluer rapidement. Une surveillance régulière du marché du travail, fondée sur des données locales de qualité, sera essentielle pour identifier les points de pression émergents à temps et agir. Pour gérer efficacement les pénuries de main-d'œuvre potentielles, il est essentiel de surveiller de près les secteurs les plus dépendants de la main-d'œuvre internationale, tels que la

time to act. To effectively manage potential labour shortages, it is essential to closely monitor sectors most reliant on international workers, such as construction, healthcare, food services, and accommodation. Proactive, targeted measures—including streamlined credential recognition, enhanced local training initiatives, and clearer immigration pathways—will be crucial for maintaining stable service delivery and economic growth. To inform policy making, a practical step forward would be to develop institutional capacity (perhaps through the creation of an observatory) to keep an up-to-date dashboard of key labour market indicators.

2. Given that housing affordability pressures were the proximate cause of Ottawa's dramatic migration policy shift, any future easing of immigration restrictions must be matched by rapid progress on the housing front. Governments must move aggressively to increase housing supply in the territory and across the country—both in volume and in diversity of unit types. Failure to do so risks repeating the cycle that forced the current retrenchment: rapid in-migration, insufficient housing response, affordability deterioration, and public backlash. Resolving this bottleneck is essential not only for labour market performance but for the sustainability of growth itself.
3. Policymakers must seize the generational opportunity created by the demographic rejuvenation of the province and the territory. As discussed in Section 1, the recent migration wave has significantly increased the number of young people in New Brunswick. These newcomers represent a potentially transformative reservoir of talent. But realizing its full potential will require bold, coordinated efforts to improve credential recognition, expand upskilling opportunities, and remove barriers to full labour market participation. With thoughtful investment, this cohort can help fill critical shortages in health care, education, and other knowledge- and service-intensive sectors that underpin the territory's economic and social vitality.

construction, la santé, la restauration et l'hébergement. Des mesures proactives et ciblées, notamment une reconnaissance simplifiée des qualifications, des initiatives de formation locales renforcées et des voies d'immigration plus claires, seront cruciales pour maintenir la stabilité des services et la croissance économique. Pour éclairer l'élaboration des politiques, une avancée concrète consisterait à développer les capacités institutionnelles (peut-être par la création d'un observatoire) afin de tenir à jour un tableau de bord des indicateurs clés du marché du travail.

2. Étant donné que les pressions sur l'abordabilité du logement ont été la cause immédiate du changement radical de politique migratoire d'Ottawa, tout assouplissement futur des restrictions à l'immigration doit s'accompagner de progrès rapides sur le front du logement. Les gouvernements doivent agir avec détermination pour accroître l'offre de logements sur le territoire et dans tout le pays, tant en termes de volume que de diversité des types de logements. À défaut, le cycle qui a forcé le repli actuel risque de se répéter : immigration rapide, réponse insuffisante en matière de logement, détérioration de l'abordabilité et réaction négative du public. Il est essentiel de résoudre ce problème non seulement pour la performance du marché du travail, mais aussi pour assurer la viabilité de la croissance elle-même.
3. Les décideurs politiques doivent saisir l'occasion générationnelle créée par le rajeunissement démographique de la province et du territoire. Comme nous l'avons vu à la section 1, la récente vague migratoire a considérablement accru le nombre de jeunes au Nouveau-Brunswick. Ces nouveaux arrivants représentent un réservoir de talents potentiellement transformateur. Mais pour réaliser son plein potentiel, il faudra des efforts audacieux et coordonnés pour améliorer la reconnaissance des titres de compétences, élargir les possibilités de perfectionnement et éliminer les obstacles à la pleine participation au marché du travail. Grâce à des investissements judicieux, cette cohorte peut contribuer à combler les pénuries critiques dans les soins de santé, l'éducation et d'autres secteurs à forte intensité de savoir et de services qui sous-tendent la vitalité économique et sociale du territoire.

COMMISSION DE SERVICES RÉGIONAUX
SUD-EST
SOUTHEAST
REGIONAL SERVICE COMMISSION

Economic Development
Développement économique